CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 26 MARS 2025 – 17 H 30

Réf 2025 – N°02/5.2

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 29

Présents : 21
(Sauf pour l'affaire n°4 / DCM 202518: 20 – pour l'affaire n°5/DCM202519: 20
Absents représentés : 8
Absents non représentés : 0
(Sauf pour les affaires n°4 / DCM 202518 et n°5 / DCM202519 : 1)

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE VINGT-SIX MARS à 17H30, le Conseil Municipal d'Aigues-Mortes, régulièrement convoqué le 20 mars 2025 (affichage du même jour), s'est réuni au nombre prescrit, en salle du Conseil Municipal, sous la présidence, principalement, de Pierre MAUMÉJEAN, Maire ainsi que de Gilles TRAULLET, Maire-Adjoint.

PRÉSENT-E-S : Pierre MAUMÉJEAN sauf pour les affaires n°4-DCM2025-18 et n° 5-DCM2025-19, Gilles TRAULLET, Arnaud FOUREL, Patricia VAN DER LINDE, Jean-Claude CAMPOS, Josiane ROSIER-DUFOND, Christian LAPISARDI, Andrée DAMOUR, Michèle PALLARES, Alain BAILLIEU, Christian GROUL, Yves GRAS, Régis VIANET, Christine DUCHANGE, Maguelone CHAREYRE, Stéphanie PIERRON, Nathalie LALLOUETTE, Joachim RAMS, Olivier BERTRAND, Carine VANDERBISTE, Stéphane PIGNAN

ABSENT-E-S AYANT DONNÉ PROCURATION : Marielle NEPOTY à Michèle PALLARES, Michel LEBLANC à Gilles TRAULLET, Véronique BONVICINI à Stéphanie PIERRON, Michel AUSSANNAIRE à Arnaud FOUREL, Janine LHUILLIER à Christine DUCHANGE, Jean-Claude BASCHIOU à Patricia VAN DER LINDE, Maryline POUGENC à Olivier BERTRAND, Cédric BONATO à Joachim RAMS

ABSENT NON-REPRÉSENTÉ : NÉANT sauf pour les affaires n°4-DCM2025-18 et n° 5-DCM2025-19 (M. le Maire sort de la salle du Conseil avant le rapport de l'affaire et l'ouverture des débats et ne revient qu'après le vote des délibérations) et pour le compte-rendu des décisions du Maire, prises par délégation du conseil municipal (M. le Premier Adjoint sort de la salle lors de l'évocation de la décision n°2025-13 – Marché de nettoiement de la ville)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Josiane ROSIER-DUFOND

I- Appel nominatif des conseillers
Pierre MAUMÉJEAN procède à l'appel nominatif des conseillers

Avant de commencer cette séance, Pierre MAUMÉJEAN fait observer une minute de silence à l'occasion du 80ème anniversaire de la libération des camps d'Auschwitz-Birkenau

II- Ouverture de la séance :

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

III- Nomination du secrétaire

Pierre MAUMÉJEAN propose la candidature de Jean-Claude BASCHIOU, en qualité de secrétaire pour la présente séance.

IV- Présentation de l'ordre du jour de la séance.

La présente convocation a été envoyée le 23 janvier 2025 avec l'ordre du jour suivant :

II. Ouverture de la séance
III. Nomination du secrétaire
IV. Présentation de l'ordre du jour de la séance

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Rapporteur : Pierre MAUMÉJEAN, Maire d'Aigues-Mortes

1) Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 29 janvier 2025
2) DGS - Acquisition des parcelles cadastrées AH30 et AH31 appartenant à la Communauté de Communes Terre de Camargue en contrepartie de la mise à disposition de 25 emplacements de stationnement dans le cadre du projet d'aménagement d'une aire naturelle de stationnement
3) DGS - Dépôt d'une demande de permis d'aménager et dossier « loi sur l'eau » pour la création d'une aire de stationnement paysager
4) DGS - Dossier d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau pour le projet porte par confiance promotion, chemin d'Esparron - avis de la commune d'Aigues-Mortes
5) DGS - Projet de programme local de l'habitat (PLH) arrêté par la Communauté de Communes Terre de Camargue – avis de la commune d'Aigues-Mortes
6) DF - Rapport sur les Orientations Budgétaires 2025 de la commune (ROB)
7) Compte-rendu des décisions prises par délégation de pouvoir et information sur les différents marchés et consultations qui ont été notifiés depuis février 2025
8) Informations et questions orales d'actualité

Pierre MAUMÉJEAN demande s'il y a des questions ou des observations sur cet ordre du jour. Il donne la parole à M. RAMS.

Joachim RAMS dit : « Bonsoir à tous. Je procède à l'enregistrement audio de la séance et l'association Le Revivre à des enregistrements vidéo. Comme nous le verrons au niveau de l'affaire 7, sur les décisions prises par délégation, les nouvelles décisions d'augmentations des tarifs des cartes d'abonnement des parkings ont été prises par M. le maire, sans débat en conseil municipal. Pourtant les augmentations précédentes avaient été décidées en conseil municipal le 7 mars 2023. Comment se fait-il que l'évolution de ce tarif public n'ait pas été cette fois-ci décidé en conseil municipal ?

M. le maire, pour cette séance du conseil, pour 6 fichiers j'avais demandé que me soient remis les documents versions papiers. Compte-tenu des volumes des documents associés aux affaires de l'ordre du jour à étudier. À savoir, 40 fichiers avec un total de 600 pages. Le travail sérieux d'un élu sur un écran d'ordinateur est impossible dans le délai des 5 jours francs qui sont impartis aux élus d'opposition. Venir dans les locaux de la mairie, comme cela m'a été proposé pour accéder à la consultation sur place des documents et forcément y travailler avec mon ordinateur, prendrait de très nombreuses heures sur plusieurs jours et s'avèrerait impossible pendant les 2 jours et demi de fermeture de la mairie du vendredi midi au lundi matin. Autant dire que cette méthode est inopérante. Cette proposition n'est qu'une foutaise. Comme je l'ai indiqué par mail, le refus de remise à des élus d'oppositions de versions papiers de documents sur des affaires à l'ordre du jour des conseils constitue une grave entrave à la préparation sérieuse des séances des conseils municipaux. Tous les élus ne sont pas les membres d'une simple chambre d'enregistrement. Sans discrimination, le travail des élus d'opposition doit tout autant être facilité que celui de tout autre élu du conseil municipal. Pour quelles raisons ce refus d'impression de documents ? Manquons-nous de personnels ? Les comptes de la commune sont-ils exsangue ? S'agirait-il de ne pas faciliter l'accès aux informations des élus n'appartenant pas à la majorité ? Serait-ce là, la leçon tirée du fâcheux précédent du PSMV, pour lequel le seul accès dématérialisé à l'information s'est avéré désastreux. Chers collègues sur l'affaire du PSMV battons notre coulpe et surtout tirons-en les enseignements. M. le maire, dans ces conditions nous n'approuvons pas un ordre du jour comportant des affaires pour lesquelles le refus de remise de documents papiers a entravé nos capacités d'examen approfondi des sujets. M. le maire, par ailleurs Le Revivre est porteur à l'ordre du jour de la question orale d'actualité « Où en sommes-nous sur le PSMV et sur la révision du Plan Local d'Urbanisme ? ». Y a-t-il d'autres questions orales d'actualité ? Lesquelles ?

Pierre MAUMÉJEAN lui indique qu'il y a une autre question qui a été posée par M. Bertrand qui porte sur l'absentéisme. Question à laquelle réponse a été faite. Ensuite sur la question à savoir si l'on manque de personnel, il lui conseille de demander à M. BERTRAND, car c'est son « dada ».
Il continue en réfutant les propos de M. Rams en s'appuyant sur l'article 3 du règlement intérieur, qui garantit à tout membre du conseil le droit d'être informé des affaires communales et de consulter les documents annexes avant une délibération. Il lit l'article 3. Il précise avoir également étudié la jurisprudence, qui confirme cette interprétation. Ainsi, il conclut que les propos qualifiés de "foutaise" ne le sont pas.

Après cette clarification, il passe à l'approbation de l'ordre du jour.

AFFAIRE N°1

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SÉANCE DU 29 JANVIER 2025
Rapporteur : Pierre MAUMÉJEAN, Maire

Monsieur le Maire présente aux élus le compte-rendu de la dernière séance du conseil municipal puis, après débat, le soumet à son approbation.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Débat :

Pierre MAUMÉJEAN demande s'il y a des questions ou des observations. Il donne la parole à M. RAMS.

Joachim RAMS dit : « Oui, Les propositions de retranscriptions de nos interventions ont été, à peu près, valablement reprises. Nous approuvons le PV. »

Pierre MAUMÉJEAN demande s'il y a d'autres questions ou observations.

Personne ne demandant la parole, il est passé au vote

Vote :

	Approbation du procès-verbal du 29/01/025	Pour :	**27**	Groupe majoritaire, J. RAMS, M. POUGENC, C. BONATO, S. PIGNAN
		Contre :	**0**	NÉANT
		Abstention :	**2**	C. VANDERBISTE, O. BERTRAND

AFFAIRE N°2

DGS - ACQUISITION DES PARCELLES CADASTREES AH30 ET AH31 APPARTENANT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRE DE CAMARGUE (CCTC) EN CONTREPARTIE DE LA MISE A DISPOSITION DE 25 EMPLACEMENTS DE STATIONNEMENT DANS LE CADRE DU PROJET D'AMENAGEMENT D'UNE AIRE NATURELLE DE STATIONNEMENT
Rapporteur : Patricia VAN DER LINDE, Maire-Adjointe

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2241-1 ;
Vu le courrier du 12 août 2024 par lequel la commune d'Aigues-Mortes a sollicité l'acquisition des parcelles AH 30 et 31 dans le cadre de la réalisation d'une aire de stationnement paysager ;
Vu la délibération n°2025-01-11 du conseil communautaire de la CCTC du 31 janvier 2025 approuvant la cession des parcelles AH 30 et 31 à la commune d'Aigues-Mortes ;
Vu la délibération n°2025-01-12 du conseil communautaire de la CCTC du 31 janvier 2025 portant sur la convention de la mise à disposition du domaine public communal dans le cadre du projet d'aménagement de l'aire naturel de stationnement ;

Il est rappelé au conseil municipal que la commune porte, notamment dans le cadre du label Grand Site de France, le projet de pouvoir reporter l'espace de stationnement des camping-cars du parking P4, sur un site plus approprié, l'actuel P9, directement accessible en entrée de ville, depuis le chemin de la Pataquière, et donc moins impactant que sa position actuelle en pied du Rempart Est, tout en bénéficiant d'une proximité et d'un aménagement adapté pour les visiteurs.

Ce projet, suivi et encadré par les services de l'Etat, en particulier la DREAL et la DRAC, a impliqué un certain nombre de prescriptions, en particulier celle de pouvoir intégrer au sein du périmètre identifié, deux parcelles cadastrées AH30 et 31appartenant à la CCTC, actuellement dédiées au stationnement de ses agents.

Selon les préconisations de l'Etat, relayées par l'étude d'intégration paysagère portée par le Syndicat Mixte pour la protection et la gestion de la Camargue Gardoise, ces parcelles doivent permettre d'assurer une coupure visuelle sur le futur parc de stationnement grâce à la plantation d'arbres de haute tige afin de préserver les vues sur le grand paysage depuis la Tour et les Remparts d'Aigues-Mortes.

La Commune d'Aigues-Mortes et la CCTC ont donc trouvé un accord permettant la réalisation de ce parc, qui sera composé de deux aires distinctes, l'une dédiée aux camping-cars et l'autre aux VL, dans laquelle il est possible de maintenir au bénéfice de la CCTC une capacité équivalente de stationnement, soit 25 places qui seront aménagées par la commune sur l'emprise des parcelles cadastrées AH46-AH30-AH31

et identifiées comme réservées à la CCTC. Cet accord, constituant la contrepartie de la cession des parcelles AH30 et AH31 par la CCTC, est formalisé via une convention de mise à disposition du domaine public communal au bénéfice de la CCTC, tel que présenté en annexe.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'approuver l'acquisition des parcelles cadastrées AH 30 et 31 appartenant à la CCTC dans les conditions précitées et en contrepartie de la mise à disposition du domaine public communal dans les conditions ci-dessus et selon les termes de la convention ci-annexée ;
- De dire que la commune prend en charge les frais notariés inhérents à cette acquisition ;
- De désigner l'Office Notarial de Maître Guichard, sise Pôle Constance, route de Nîmes à Aigues-Mortes aux fins de dresser l'ensemble des actes afférents à cette cession ;
- D'autoriser le Maire à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Débat :

Pierre MAUMÉJEAN demande s'il y a des questions ou des observations.

Personne ne prenant la parole, il est passé au vote.

Vote :

Délibération 2025-16	**DGS**- Acquisition des parcelles cadastrées AH30 et AH31 appartenant à la CCTC en contrepartie de la mise à disposition de 25 emplacements de stationnement dans le cadre du projet d'aménagement d'une aire naturelle de stationnement	Pour :	**29**	UNANIMITÉ
		Contre :	**0**	NÉANT
		Abstention :	**0**	NÉANT

AFFAIRE N°3

DGS - DEPOT D'UNE DEMANDE DE PERMIS D'AMENAGER ET D'UN DOSSIER « LOI SUR L'EAU » POUR L'AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT PAYSAGERE
Rapporteur : Patricia VAN DER LINDE, Maire-Adjointe

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2121-29 ;
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L123-1, R421-19 et suivants ;
Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L214-1, R214-1, L341-1 et suivants ;

Il est rappelé au conseil municipal que la commune porte, notamment dans le cadre du label Grand Site de France, le projet de pouvoir reporter l'espace de stationnement des camping-cars du parking P4, sur un site plus approprié, l'actuel P9, directement accessible en entrée de ville, depuis le chemin de la Pataquière, et donc moins impactant que sa position actuelle en pied du Rempart Est, tout en bénéficiant d'une proximité et d'un aménagement adapté pour les visiteurs.

Ce projet, suivi et encadré par les prescriptions des services de l'Etat, relayées par une étude d'intégration paysagère portée par le Syndicat Mixte pour la protection et la gestion de la Camargue Gardoise, implique le dépôt d'une demande de permis d'aménager soumise, notamment, à l'avis de la Commission Départementale de la Nature, du Patrimoine et des Sites ainsi qu'un dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau.
Le projet a été travaillé, prioritairement, sous l'angle des enjeux de préservation de la biodiversité, du patrimoine et des paysages, tenant compte des cônes de vue depuis la Tour et les Remparts, permettant ainsi de repenser l'actuel site du P9, d'aspect dégradé, comme une « aire de stationnement paysagère ».
L'aménagement de cet espace, sur l'emprise des parcelles cadastrées AH30 et 31, 46 doit ainsi permettre d'assurer l'interface entre les zones naturelles et agricoles du territoire, menant notamment au site de la Marette, et de la Maison Grand Site, avec la frange urbaine et la cité historique d'Aigues-Mortes. Le projet de permis d'aménager, dont le plan de masse et la notice descriptive figurent en annexe, répond ainsi à un objectif de mise en valeur des espaces naturels dans lesquels s'intègrent deux zones de stationnement distinctes, l'une dédiée aux véhicules légers (61 places), l'autre dédiée aux camping-cars (71 places), un espace dédié aux cyclistes en connexion avec la Via Rhôna ainsi que des espaces de repos et pique-nique pour les usagers. L'aire de stationnement s'apparentera ainsi à une prairie arborée, assurant la perméabilité des sols et intégrant la plantation de plus de 130 arbres, au sein de laquelle l'accueil des visiteurs, et le stationnement des véhicules, est organisé très naturellement dans un esprit de renaturation du site et de préservation des vues sur le grand paysage.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'approuver le dépôt du permis d'aménager une aire de stationnement paysagère sur les parcelles cadastrée AH 30, 31 et 46, ainsi qu'un dossier « loi sur l'eau », selon les principes définis ci-dessus et dans les extraits du projet de permis, ci-annexés ;
- D'autoriser le Maire à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Débat :

Pierre MAUMÉJEAN demande s'il y a des questions ou des observations.
Personne ne prenant la parole, il est passé au vote.

Vote :

Délibération 2025-17	**DGS**- dépôt d'une demande de permis d'aménager et dossier « lo i sur l'eau » pour la création d'une aire de stationnement paysagère	Pour :	**29**	UNANIMITÉ
		Contre :	**0**	NÉANT
		Abstention :	**0**	NÉANT

AFFAIRE N°4

Le Maire sort avant le rapport de l'affaire.

DGS - DOSSIER D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU POUR LE PROJET PORTE PAR CONFIANCE PROMOTION, CHEMIN D'ESPARRON - AVIS DE LA COMMUNE D'AIGUES-MORTES
Rapporteur : Gilles TRAULLET, 1er Adjoint

Vu la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992,
Vu la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) n°2006-1772 du 30 décembre 2006,

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 établissant les procédures de déclaration et d'autorisation pour les installations, ouvrages, travaux et activités ayant une incidence sur l'eau ou les milieux aquatiques,
Vu le décret n° 2022-989 du 4 juillet 2022, modifiant la procédure de déclaration en matière de police de l'eau,
Vu la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte introduisant des modifications sur la procédure de participation du public aux projets soumis à autorisation environnementale,
Vu le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 portant sur diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L214-1, R.181-1 et suivants,
Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale sous le n° 0100018645 déposé auprès de la DREAL par le groupe immobilier Confiance Promotion ci-annexé,
Vu la délibération du conseil municipal n° DCM202504 du 29 janvier 2025 portant déport du Maire dans cette affaire, et considérant que le Maire ne participe ni au débat et vote de la présente,

Il est rappelé au conseil municipal que le groupe Confiance Promotion envisage la réalisation d'une opération d'habitat de 88 logements dont 20% en logement social, localisée chemin d'Esparron, sur une superficie de 19 320 m². Il est rappelé par ailleurs que ce projet s'inscrit dans un secteur encadré par une orientation d'aménagement et de programmation, définie dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du Plan Local d'Urbanisme en cours de révision générale, dont l'objectif vise, notamment, le maintien du niveau démographique de la commune, par la production de logements, tout en favorisant la mixité sociale et les jeunes ménages.

Ce dossier fait l'objet d'une demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau, instruite par la DREAL Occitanie, conformément aux dispositions du code de l'environnement susvisées. La demande d'autorisation loi sur l'eau est une procédure visant à assurer un équilibre entre le développement de certains projets qui y sont soumis, et dont la liste est définie par le code de l'environnement, avec la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques, en garantissant une évaluation rigoureuse des impacts environnementaux et une participation active du public. Selon les nouvelles dispositions législatives, issues de la loi n° 2023-973 précitée, la procédure suit désormais un principe de parallélisme impliquant que soient menées, de concert, l'instruction du dossier par les services de l'Etat, la participation du public, et les consultations obligatoires des différents organismes du code de l'environnement par la DREAL.

En application de l'article R181-18 dudit code, la DREAL sollicite l'avis de la commune d'Aigues-Mortes sur le dossier de demande d'autorisation environnementale déposée auprès d'elle, joint en annexe, qui comprend un rapport de présentation, un résumé non technique et la justification des choix du projet ainsi que des annexes, dont les principaux éléments sont rappelés ci-après :

Compte tenu de la nature et de la consistance des travaux envisagés, le projet est susceptible d'avoir une incidence sur l'environnement et notamment sur la ressource en eau au travers du rejet d'eaux pluviales vers le milieu naturel.
Le dossier permet d'apprécier la nature de ces incidences et les mesures mises en œuvre dans le cadre de la réalisation du projet, pour maintenir le bon état des eaux du milieu naturel existant.
A cet effet, le dossier précise notamment :

- la nature, la consistance et le volume des travaux,
- l'analyse de l'état initial de l'environnement,
- les incidences directes et indirectes de l'opération en phases chantier puis

d'exploitation,
- les mesures d'accompagnement préconisées en phase chantier,
- les moyens de surveillance et d'intervention prévus en phase d'exploitation.

En synthèse, on peut retenir que le site de projet fait partie du bassin versant de la Camargue Gardoise. Le projet, situé en zone inondable, est soumis à la règlementation du PPRI. Les principes retenus pour la gestion des eaux pluviales sont envisagés comme suit : les eaux pluviales collectées sur l'assiette du projet et les bassins versant interceptés transiteront par des bassins de rétention végétalisés. Les eaux seront renvoyées vers le fossé bordant le chemin du Mas de Peccais et le réseau pluvial chemin d'Esparron. Au total, le projet présente une capacité de rétention supérieure au besoin avec un dimensionnement calibré à l'occurrence centennale.
D'un point de vue écologique, le site de projet présente des enjeux faibles à modéré. Des mesures en phase chantier sont prévues pour limiter les atteintes sur ces espèces protégées relativement communes à savoir un calendrier d'intervention, un accompagnement écologique du chantier, intégration d'éléments en faveur de la biodiversité dans le projet.

Au regard des éléments du dossier, et sous réserve de l'avis des services disposant d'une pleine compétence en matière d'environnement, il est proposé au conseil municipal :

- D'émettre un avis favorable au dossier d'autorisation environnementale ci-annexé.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Débat :

Gilles TRAULLET demande s'il y a des questions ou des observations. Il donne la parole à M. RAMS.

Joachim RAMS prend la parole et dit : « L'affaire à l'ordre du jour ne sollicite notre avis que sur le dossier d'autorisation environnementale. Il convient néanmoins de rappeler, que notre commune : - N'a pas besoin de poursuivre la construction de logements autres que ceux qui permettraient de loger de jeunes actifs. La plupart des jeunes actifs ont besoin de logements en location ou location/accession à des coûts modérés. - N'a pas besoin de construire en nombre des logements pour des retraités ou pour des résidences secondaires qui conduiront à aggraver dans la commune. La saturation des conditions de circulations et de stationnements, tant sur le chemin d'Esparron qu'en centre-ville. o L'aggravation inéluctable des risques d'inondations pour les riverains du fait de l'imperméabilisations des sols. o La capacité des VRD (Voiries & Réseaux Divers), réalisés de longue date, qui s'avérera insuffisante pour desservir les afflux de logements nouveaux. o Les atteintes à la biodiversité faunistique et floristiques, notamment par la suppression de lieux de nidification de certaines espèces. Bref, les programmes portant sur d'inutiles constructions sont contreproductifs et inconcevables dans un site contraint, tel que le nôtre. Rappelons l'avis de l'Autorité environnementale de février 2021 qui a souligné que notre commune était concernée, par six plans nationaux d'action en faveur d'espèces menacées et par 8 Znieff. Qu'elle était inscrite dans le périmètre du site Ramsar de la Petite Camargue avec 14 zones humides. Qu'elle était également incluse dans le périmètre de la réserve de biosphère Camargue delta du Rhône. Et qu'au titre de Natura 2000, nous avons 3 ZPS et 2 ZSC. Comme vous le savez, dans la lutte contre les risques de toute nature, il y a une doctrine dite ERC pour Éviter, Réduire et Compenser. À ce titre, pour un programme inutile de 88 logements sur 1,9 ha, il faut s'en tenir au terme Éviter, car les mesures de Réduction ou de Compensation ne seraient que d'inefficaces solutions palliatives. 3 Pour toutes les raisons explicitées et surtout du fait

des indéniables multiples incidences environnementales, notre groupe recommande à tous les élus d'émettre un avis défavorable à l'autorisation environnementale. Nous voterons Contre. »

Gilles TRAULLET donne la parole à M. Christian LAPISARDI

Christian LAPISARDI prend la parole et dit : **«** Je vous informe de ma décision de m'abstenir concernant le point numéro 4. Comme je l'ai indiqué lors du Conseil du 29 janvier 2025, je suis naturellement favorable à la création de logements permettant le maintien de l'intergénérationnel dans le cadre d'un urbanisme maîtrisé qui prend en compte les besoins des aigues-mortais et qui maintient la qualité de vie et la sécurité que nous avons actuellement en lien avec l'image de la ville. Une procédure d'instruction est en cours. J'en attends les conclusions sur les différents aspects, et notamment sur la préservation des réserves en eau, pour avoir un avis sur le projet Chemin d'Esparron, qui, comme l'indique le document présenté ce jour, comporte la réalisation de 88 logements sur une superficie de 19 320 m2.
Donc je m'abstiens sur ce point-là. »

Gilles TRAULLET demande si quelqu'un d'autre souhaite prendre la parole. Il donne la parole à M. Olivier BERTRAND

Olivier BERTRAND : « Mesdames, Messieurs, bonjour. Mesdames, Messieurs les élus, bonjour. Concernant le dossier, comme il est en cours d'instruction, puisqu'il va y avoir une enquête publique, on a quelques points à soulever. Les documents que vous nous avez fournis sont-ils fermes et définitifs ? Ça, c'est ma première question.
Et la deuxième question, c'est, sachant qu'il est prévu 88 logements, il va y avoir donc une urbanisation massive sur 19 000 m2. Et on se pose la question concernant la partie voirie, donc l'accessibilité chemin d'Esparron.
Est-ce que le groupe majoritaire a prévu, a envisagé d'élargir les voies, de faire des aménagements comme on fait maintenant en 2025, c'est-à-dire aménagements pour les piétons, pour les vélos et surtout des arbres, parce que sur la commune, il manque beaucoup d'arbres. Je vous remercie.

Gilles TRAULLET donne la parole à Arnaud FOUREL

Arnaud FOUREL : rappelle que le débat porte sur un avis à donner concernant l'environnement, sans entrer dans les détails du projet (voirie, logements, stationnement). Il est précisé que des réunions publiques ont été organisées pour poser des questions, avec une dernière prévue le 15 mai. Enfin, concernant l'inquiétude sur le pluvial, il est mentionné que le dispositif est conçu pour résister à une occurrence centenaire, réduisant ainsi les risques d'inondation.

Gilles TRAULLET demande si quelqu'un d'autre veut prendre la parole.

Personne ne le souhaitant il est passé au vote.

Juste avant le vote Régis VIANET annonce son abstention au vote en raison de son rôle au sein de la commission locale de l'eau du SAGE Camargue Gardoise, qui a donné un avis favorable avec réserve. Par souci de cohérence et d'impartialité, elle choisit de ne pas participer au vote.

Vote :

Délibération 2025-18	**DGS-** Dossier d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau pour le projet porté par Confiance promotion, chemin d'Esparron avis de la commune d'Aigues-Mortes	Pour	**17**	Groupe Majoritaire + Stéphane PIGNAN
		Contre :	**3**	J. RAMS, M. POUGENC, C BONATO
		Abstention :	**6**	C. LAPISARDI, A. DAMOUR, A. BAILLIEU, M. CHAREYRE, O. BERTRAND, C. VANDERBISTE,

AFFAIRE N°5

DGS - PROJET DE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) ARRETE PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES TERRE DE CAMARGUE (CCTC) – AVIS DE LA COMMUNE D'AIGUES-MORTES

Rapporteur : Régis VIANET

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 20014 relative à l'urbanisme et les textes afférents en matière de logement et d'habitat ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.5214-16 ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L.302-1, L.302-2 et R.302-8 à R.302-11,
Vu le Projet de Territoire Terre de Camargue 2030, notamment son axe 1, Objectif 1.2.1 « Faciliter le vivre ensemble et répondre aux besoins de la population » avec pour action phare « Elaboration et mise en œuvre d'un Programme local de l'Habitat » ;
Vu la délibération n°2022-12-135 du 15 décembre 2022 du conseil communautaire de la CCTC, au travers de laquelle celle-ci s'est engagée dans la démarche volontaire d'élaboration de son PLH pour la période 2025-2030,
Vu la délibération n°2024-11-140 du conseil communautaire de la CCTC du 28 novembre 2024 arrêtant le projet de Programme Local de l'Habitat,
Vu les documents du projet de Programme Local de l'Habitat ci-annexés ;

Il est rappelé au conseil municipal que, par délibération du 28 novembre 2024, le conseil communautaire de la CCTC a arrêté le programme local de l'habitat (PLH) portant sur la période 2025-2030. Le PLH est un instrument stratégique de définition, de pilotage et de programmation au service du développement et de l'équilibre du territoire communautaire. Il définit, pour une durée de six ans, les objectifs et principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et hébergements, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale, à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées. Il assure notamment la cohérence de la programmation en logements et sa répartition équilibrée sur le territoire, tout en servant de cadre aux opérations d'aménagement liées à l'habitat.
Ces objectifs et principes tiennent compte de l'évolution démographique et économique, de l'évaluation des besoins, actuels et futurs, des habitants, de la desserte en transports, des équipements publics et de la nécessité de lutter contre l'étalement urbain.

Le projet de PLH définit 4 orientations stratégiques, déclinées en 16 fiches-actions opérationnelles, repris ci-dessous :

- Axe 1- Proposer une offre nouvelle en résidence principale accessible et attractive pour la population permanente
- Axe 2 - Améliorer et adapter le parc existant et favoriser son occupation en

résidence principale
- Axe 3 – Apporter des réponses aux problématiques que rencontrent les publics spécifiques
- Axe 4 – Piloter, mettre en œuvre et animer la politique de l'habitat

Ce projet de PLH comporte les documents ci-après :
- Un diagnostic sur le fonctionnement du marché local du logement et les conditions d'habitat,
- Un document d'orientations, énonçant les objectifs du PLH et les principes retenus pour permettre le développement d'une offre de logements suffisante et diversifiée. Il précise les objectifs et les catégories de logements sur chaque commune.
- Un programme d'actions détaillé sur les différentes thématiques de la politique locale, avec des objectifs chiffrés dès que cela est possible, assorti d'un budget prévisionnel et des moyens d'accompagnement. Il propose également un échéancier prévisionnel de réalisation, les modalités de mise en place et partenaires associés,
- Un programme d'actions territorialisées qui définit les objectifs de production de logements pour toutes les communes de l'EPCI.

La mise en œuvre de ces programmes d'actions doit s'appuyer sur un partenariat large et renouvelé avec l'ensemble des communes et des acteurs de l'habitat.
Conformément à l'article L302-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, ce projet est soumis pour avis aux trois communes membres de la CCTC.

La commune d'Aigues-Mortes émet un avis favorable sous les réserves reprises ci-après :

- Le programme d'actions territorialisées du projet de PLH concernant Aigues-Mortes présente un récapitulatif des projets d'habitat sur le territoire qui mentionne des données précises sur le nombre de logements envisagés et la temporalité de leur réalisation.

La commune d'Aigues-Mortes ayant avancé depuis, dans le cadre des études sur la révision générale de son Plan Local d'Urbanisme, sur les différentes programmations envisagées, il est demandé à la CCTC de réaliser une mise à jour du nombre de logements prévu sur les secteurs ciblés ainsi que la temporalité projetée. Les données mises à jour seront donc transmises à la CCTC à l'arrêt du projet de révision du PLU. L'Etat, par la voie de la DDTM, a d'ailleurs rappelé la nécessité d'une cohérence entre les deux documents de planification menés en parallèle. La commune demande donc à ce que la CCTC, en lien avec la commune, actualise ces données.

- Ce programme d'actions territorialisées mentionne également une répartition précise des logements locatifs sociaux quant aux projets d'habitat sur le territoire d'Aigues-Mortes.

La commune d'Aigues-Mortes précise que la répartition des logements locatifs sociaux dans les projets doit dans tous les cas pouvoir être examinée au cas par cas avec les opérateurs, et donc pouvoir adaptée en fonction de l'évolution du contexte et de la réalisation des différents projets sur le territoire ceci, dans une démarche de diversification de l'offre en locatif social. La commune demande donc qu'il soit précisé que le tableau de répartition du PLH est un élément de recommandation, susceptible d'être adapté.

- Enfin, et d'une manière générale, il conviendra de rappeler par ailleurs le rapport de compatibilité, et non de conformité, du PLH sur le PLU de la commune de telle sorte qu'il apparaisse clairement que celui-ci n'est pas être une contrainte, devant être respectée à la lettre, dans le cadre de la programmation et mise en œuvre des projets d'habitats sur le territoire

communal.

Il est donc proposé au conseil municipal de :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de PLH 2025-2030 sous réserve de la prise en compte des observations précitées ;

- D'autoriser le Maire à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Débat :

Régis VIANET souhaite ajouter quelques précisions :
Aigues-Mortes est la commune qui gagne le plus d'habitants entre 2014 et 2020 : 247 nouvelles personnes, représentant presque 70% des nouveaux habitants en Terre de Camargue. La croissance démographique de la commune est entièrement due au solde migratoire qui montre que les arrivées ont nettement dépassé les départs durant cette période.
A St Laurent d'Aigouze, le constat est moins marqué et indique que la croissance démographique est due à 61% au solde naturel, soit au fait que les naissances ont été plus nombreuses que les décès.
Qu'au Grau du Roi, les nouvelles arrivées n'ont pas permis de combler un solde naturel déficitaire ce qui fait perdre des habitants à la commune. Les départs ont été d'environ 500 en 6 ans pour 472 nouveaux arrivants.
La majorité des nouveaux arrivants sont des couples sans enfants et la moitié d'entre eux sont des retraités.
Il ajoute en complément que 400 actifs ont quitté le territoire entre 2014 et 2020, tandis que les actifs s'étant installés en Terre de Camargue dans la même période étaient de 300. La CCTC connait une baisse du nombre de personnes par ménage. Les ménages sont formés de 2 personnes en moyenne. Cette baisse est la taille des ménages induit un besoin en logements de plus en plus important et ce, même si la population n'augmente pas. On constate que la proportion de petits ménages diminue au fur et à mesure que la taille du logement augmente. Les T1 sont occupés à plus de 80% par des personnes seules, les T2 à 67% également par des personnes seules et les T3 à 42% par des ménages d'une seule personne.
Les besoins sont forts en logements de petite famille, notamment en T2 et T3. Une production de cette typologie en location privée comme sociale permettrait de détendre le marché et ainsi faciliter les ménages de rester sur le territoire à un prix accessible et dans des logements de qualité.
Entre 2017 et 2022, 424 nouveaux logements ont été construits sur le territoire de la CCTC, soit 7 logements en moyenne par an. Depuis le rythme de construction semble baisser à un niveau inférieur à 10 logements par an. A l'échelle de la CCTC environ 711 appartements ont été autorisés entre 2013 et 2022.
Au sein de l'EPCI les prix médiants d'une maison d'occasion s'élève à 347 000 € en 2022, soit une hausse de 23% en 4 ans.

Il faut remarquer que ce qui est intéressant c'est qu'en 2022 et 2023 ont été caractérisées par l'entrée dans le marché des résidences secondaires de couples âgés de plus de 50 ans, résidant à plus de 3h de notre territoire disposant d'un apport conséquent voire du montant total de la transaction. Les ménages résidant dans les 3 communes de l'EPCI et dont la personne référente a moins de 30 ans sont complétement exclus du marché immobilier en accession à la propriété. Selon la base Filicom, source fiscale, la CCTC compte 30 920 logements en 2019. 38% de ces logements sont occupés au titre de résidence principale, 58% au titre de résidence secondaire et 4% sont vacants.

La répartition par grande tranche d'âge à Aigues-Mortes se rapproche de celle du département : les 45-75 ans sont les plus représentés comme dans le Gard, mais le sont encore plus dans la commune. Les 15-29 ans sont moins nombreux, ce qui prouve bien le vieillissement de la population.
Il indique que les enjeux issus de ce diagnostic sont :

- Le maintien des jeunes actifs sur le territoire avec une offre de logements adaptée à leurs attentes et besoins.
- Le développement d'une offre adaptée aux ménages vivant seul et aux familles monoparentales
- L'anticipation du vieillissement de la population via l'accompagnement du « maintien à domicile »
- La production d'une offre adaptée aux aspirations des personnes âgées
- La réponse aux besoins résidentiels des jeunes majeurs et trentenaires.
-

Gilles TRAULLET demande s'il y a de questions ou des observations. Il donne la parole à M. BAILLIEU

Alain BAILLIEU trouve les chiffres démographiques intéressants mais souligne qu'attirer des actifs nécessite avant tout de créer de l'emploi. Il questionne les efforts faits pour attirer des entreprises sur le territoire et exprime son intérêt auprès de M. VIANET pour des données à ce sujet.

Régis VIANET précise qu'il n'a pas les chiffres exacts sous les yeux mais cite une étude de l'INSEE indiquant qu'environ 80 % des actifs du territoire travaillent en dehors, principalement à Montpellier

Gilles TRAULLET demande s'il y a de questions ou des observations. Il donne la parole à M. LAPISARDI

Christian LAPISARDI souligne l'importance d'avoir des logements adaptés pour maintenir les jeunes sur le territoire, mais aussi de leur offrir des opportunités d'emploi. Il insiste surtout sur le manque de transports en commun pour rejoindre les bassins d'emploi comme Montpellier et Nîmes, jugeant le maillage insuffisant, voire inexistant. Il appelle donc à une réflexion pour améliorer l'accès à ces zones de travail.

Joachim RAMS prend la parole et dit : « Nous approuvons les 4 axes d'orientations stratégiques qui mettent l'accent sur les besoins des populations permanentes et sur les résidences principales. Notre commune a émis une réserve, considérant que notre PLU n'étant pas finalisé, une mise à jour du PLH de la CCTC devra être envisagée. Quoi qu'il en soit, nous n'approuvons pas l'objectif trop élevé, de production de logements pour Aigues-Mortes entre 2025 et 2030, de 341 logements à raison de 57/an, avec une part dérisoire d'environ 11% de logements locatifs sociaux dans le neuf (voir page 9 du document programme d'actions territoriales). Tout d'abord, en termes de densification urbaine, pourriez-vous nous expliquer ce que signifie une valeur « moyenne minimum » ? Cette incompréhensible notion se trouve dans ce document, et quelques autres, pour la densité urbaine des nouvelles constructions de logement en nombre. Que signifient "30 logements en moyenne minimum" ? La moyenne est-elle de 30 pour un ensemble de programmes ? Ou bien doit-on comprendre que 30 devra être la valeur minimale imposée pour tout programme ? Cette ambiguïté est invraisemblable. Si on évoque une moyenne de 30, tout programme doit se situer à un niveau proche de cette moyenne. Bref c'est, soit une moyenne, soit un minimum. Le macronisne du « en même temps » s'est avérée calamiteux ? Ensuite, relevons les indications contradictoires sur le taux de production de logements locatifs, avec environ 11% en page 9 et dans le même document un minimum de 20% en page 10. De plus, ne perdons jamais de vue que le taux de 20% n'est qu'un minimum imposé par le Scot. Par conséquent, du fait de la faiblesse à 11% du parc locatif actuel, faire bien plus que 20% de logements locatifs ou en PSLA, c'est-à-dire Prêt Social Location

Accession, dans les constructions nouvelles permettrait de mieux couvrir nos besoins réels et contribuerait à une modération des loyers. Par ailleurs, lorsque l'on ne dispose que de faibles réserves foncières, il est indispensable d'en étaler la consommation sur quelques décennies, afin de soutenir les besoins futurs qui seront forcément récurrents. Il en est de même pour la production de logements locatifs accessibles aux jeunes actifs qui doit être d'une ampleur suffisante et bien sûr entretenue au fil du temps. Donc nous voterons contre. »

Gilles TRAULLET passe la parole à M. FOUREL

Arnaud FOUREL rappelle que la discussion concerne uniquement l'avis à émettre sur le Programme Local de l'Habitat (PLH) arrêté par la Communauté de communes Terre de Camargue. Il souligne que M. Rams ne siège pas à cette instance et que les élus de son groupe n'y sont pas présents. Il les invite néanmoins à poser leurs questions lorsqu'ils y participeront, car c'est le cadre approprié pour ces échanges.

Joachim RAMS prend la parole et dit : « « Juste une chose, Il ne faut pas botter en touche à chaque fois que l'on évoque la communauté des communes. Vous en êtes des membres, nombreux, à siéger au sein de la communauté des communes, donc les décisions qui se prennent là-bas vous en êtes partie prenante. D'ailleurs vous l'avez approuvé là-bas et vous n'avez émis qu'une réserve que je comprends, que je conçois. Par contre on nous demande aujourd'hui au niveau de la commune de donner un avis et on peut tout à fait au niveau de la commune émettre un avis qui peut être différent. D'autant que vous n'y êtes que 9 ou 10 d'élus par rapport à 29 ici. »

Arnaud FOUREL il répond fermement à M. RAMS qu'il affirme que c'est bien ce qu'il avait dit et invite une nouvelle fois les représentants du groupe « Le Revivre » à poser leurs questions lors du conseil communautaire, où le sujet sera débattu.

Joachim RAMS : « Arrêtez vos bassesses, vous savez bien, vous connaissez les raisons de l'absentéisme, vous les connaissez M. Fourel, allez, allez… »

Gilles TRAULLET donne la parole à M. PIGNAN

Stéphane PIGNAN dit : « Oui, je pense qu'effectivement, M. Fourel a parfaitement raison. Je ne siège pas à la communauté de communes et je viens régulièrement. Je regrette qu'effectivement, le groupe « Le Revivre » ne soit pas présent. Alors, ne vous emportez pas, M. Rams, M. Bonato, pour des raisons personnelles, n'est pas présent.
Alors, aujourd'hui, effectivement, pour des raisons de santé, ça n'empêche pas de constituer sa liste pour mars 2026 et j'annonce à tout le monde ici présent que nous connaissons déjà la date de guérison de M. Bonato, c'est mars 2026. Voilà, donc ce sont effectivement les hypocrisies. Sur le fond, sur le fond.
Eh oui, mais c'est la réalité, c'est la réalité, voilà.
S'agissant de la question, effectivement, on a un programme local de l'habitat qui a été mis en place par notre communauté de communes, et effectivement, dans ce document, on a un certain nombre de schémas.
La commune d'Aigues-Mortes a fait un certain nombre d'observations, de réserves. Effectivement, je m'y joins. Merci »

Gilles TRAULLET donne la parole à M. VIANET

Régis VIANET commence par rappeler que le débat ne concerne pas les élections municipales. Il insiste sur le fait que les personnes en attente d'un logement ne se préoccupent pas du calendrier politique et qu'il est important de se concentrer sur l'essentiel, même s'il exprime cela de manière directe.

Ensuite, il reconnaît l'intérêt des remarques formulées par M. Rams et admet qu'elles peuvent contribuer à améliorer le document en question. Il concède également que des erreurs peuvent exister dans le document, bien qu'il ne perçoive pas la contradiction soulevée.
Il met ensuite en avant l'objectif de 30 % de logements sociaux à Aigues-Mortes. Il précise que cette catégorie inclut plusieurs types de dispositifs et ne se limite pas aux HLM, contrairement à une idée répandue. Il détaille notamment les mesures destinées aux primo-accédants, qui concernent les jeunes ménages n'ayant pas les ressources nécessaires pour acquérir un logement classique. Ces dispositifs agissent sur différents leviers, comme le plafonnement des prix d'acquisition ou des aides liées au foncier et à l'habitat.
Enfin, il souligne que cet ensemble de mesures correspond aux attentes légales et qu'il est important de bien comprendre cette approche globale du logement social.

Gilles TRAULLET passe la parole à M. RAMS pour la dernière question.

Joachim RAMS prend la parole est dit : « Je vais répondre à mon collègue Pignan. Les élections municipales c'est l'an prochain. Ceci étant, M. Pignan cela fait des mois et des mois, depuis presque le début de la mandature qu'en fait vous avez fait allégeance, vous avez rejoint de fait le groupe majoritaire. Vous ne venez ici que pour critiquer l'opposition, pour dénigrer l'opposition. M. Pignan les bruits courent que vous serez tête de liste de l'une des listes issues de la majorité municipale… Laissez-moi finir… Non, vous me laissez finir… Il ne pourra plus paraitre dans le bulletin municipal sur la page des oppositions… Mais c'est qui qui a abordé le sujet des prochaines élections ?… » Vote contre

Gilles TRAULLET interrompt M. Rams et lui indique qu'il ne le laissera pas terminer son intervention. Il insiste sur le fait que la discussion ne doit pas se transformer en un échange exclusif entre M. Rams et M. Pignan.

Joachim RAMS insistant Mme. VAN DER LINDE tente de prendre la parole, non sans mal.

Patricia VAN DER LINDE : indique que ce PLH a été présenté au SCOT en commission, en bureau et en comité syndical et que le SCOT a émis un avis favorable pour ce PLH.

Vote :

Délibération 2025-19	**DGS**- Projet de programme local de l'habitat (PLH) arrêté par la CCTC- Avis de la commune d'Aigues-Mortes	Pour :	**26**	GROUPE MAJORITAIRE, C. VANDERBISTE, O. BERTRAND, S. PIGNAN
		Contre :	**3**	J. RAMS, M. POUGENC, C. BONATO
		Abstention :	**0**	NÉANT

Monsieur Pierre MAUMÉJEAN revient en salle du Conseil Municipal

AFFAIRE N°6

DF - RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025 DE LA COMMUNE D'AIGUES-MORTES
Rapporteur : Régis VIANET, Conseiller municipal délégué

Selon les dispositions de l'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales, le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.
Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.
Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'assemblée délibérante. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique, objet de la présente.
En M57, la présentation du ROB doit se tenir dans un délai de 10 semaines avant le vote du budget primitif, c'est donc une étape obligatoire et essentielle de la vie démocratique de notre commune. Il informe l'équipe municipale sur la situation économique et financière de la collectivité afin de l'éclairer lors du vote du Budget Primitif. Le ROB ainsi que l'analyse de la commune s'appuient sur un contexte macroéconomique marqué par une croissance faible, un creusement du déficit, et des finances locales tendues dans un environnement institutionnel incertain (source SVP) :

1) Le contexte économique national

Dans une plus forte mesure encore qu'en 2024, le PLF initial pour 2025 avait été établi et discuté dans un contexte d'austérité budgétaire. Anticipé à 6,1% à la fin 2024, le déficit public pourrait se creuser jusqu'à 6,9% à l'issue de l'exercice 2025, loin des 3% attendus selon les critères de Maastricht, sans mesures correctives.
Avant même la dissolution de l'Assemblée nationale et la formation du nouveau gouvernement Barnier, tombé au début du mois de décembre dernier, le précédent exécutif appelait à des économies massives de manière à contrôler le déficit public, et le ramener vers une trajectoire de réduction sur plusieurs années.

	2024	2025
Croissance (source : Banque de France)	1,1%	0,9%
Déficit public (source : Loi de finances 2025)	-6,0%	-5,4%
Inflation (source : Banque de France)	+2,0%	+1,6%
Dette au sens de Maastricht (source : Loi de finances 2025)	112,7%	115,5%

2) Les prévisions macro-économiques pour 2025

L'estimation de la Banque de France du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) était de 1,1% pour 2024. Le projet de Loi de Finances initial pour 2025 table également sur une hypothèse de 1,1%.
Après une période de forte inflation en 2022 et 2023, certains prix comme l'alimentation et l'énergie ont baissé en 2024 mais restent toutefois historiquement élevés. Pour 2025, le taux d'inflation (Indice des Prix à la Consommation Harmonisé) retenu dans le projet de Loi de Finances initial pour 2025 est de 1,8% (à comparer aux 2,1% pour la zone Euro établis par la Commission Européenne).
Cela étant, les tensions géopolitiques internationales ravivent le spectre d'une crise économique voire sociétale intense et invitent à la prudence dans la gestion et le fonctionnement des collectivités territoriales, tout en maintenant une action forte en faveur d'un investissement raisonné.

3) Le contexte économique local

Il est présenté en annexe ci-après un **Rapport sur les Orientations Budgétaires 2025** (ROB), présentation qui sera suivie d'un débat sur ce ROB 2025.
Enfin, le conseil municipal sera invité à prendre acte, par une délibération *ad hoc*, de la tenue de ce débat.

Débat :

Régis VIANET explique que certaines lignes budgétaires ont diminué, mais que l'examen du compte financier unique ne fait pas l'objet d'une analyse détaillée article par article à ce stade. Les questions précises devront être abordées lors de l'examen du compte de gestion et du compte administratif.
L'intervenant poursuit avec la répartition des recettes réelles de fonctionnement pour 2024 :
53,6 % proviennent de la fiscalité, des impôts et taxes,
19,01 % des produits des services publics payants (crèche, centres aérés, etc.),
21,37 % des dotations et participations, dont la dotation générale de fonctionnement et diverses subventions.
Concernant les dépenses, elles ont progressé de 8,78 % entre 2023 et 2024, notamment en raison de l'inflation, de l'évolution des tarifs, du glissement technicité-vieillissement (GVT), et de dépenses imprévues, comme les travaux liés au pont du Bourgidou et à la salle Nanou Liguori (environ 200 000 € de dépenses supplémentaires).
La progression des dépenses en 2024 est inférieure à celle de 2023 mais reste élevée par rapport à 2019 (+1,53 %), sans atteindre l'exception de 2020 due à la crise sanitaire.
Concernant le chapitre 12 sur l'évolution des charges de personnel (2019-2024) :
Une forte augmentation entre 2019 et 2020, suivie de fluctuations (baisse en 2021, remontée en 2022, nouvelle baisse en 2023).
Le ratio entre charges de personnel et dépenses réelles de fonctionnement doit être surveillé pour ne pas dépasser 60 %.
Enfin, une analyse du ratio homme-femme au sein des effectifs municipaux est présentée :
160 agents féminins contre 79 agents masculins,
L'effectif total s'élève à 239 agents, hors équivalents temps plein (ETP).

Joachim RAMS prend la parole et dit : « C'est bien de nous indiquer les effectifs au 1er janvier 2025, mais ce chiffre total de 239 est bien supérieur au chiffre d'environ 200 employés que l'on cite régulièrement pour la commune. Ce chiffre intègre-t-il le CCAS ? Ceci étant, au-delà de ce chiffre au 1er janvier qui fluctue ensuite tout au long de l'année, ce qui impacte le budget, c'est un décompte annuel des effectifs en équivalent de temps plein. Tu l'as cité. Pourriez-vous donc, pourrais-tu nous donner les chiffres des effectifs en ETPT sur chacune des six années passées et bien sûr pour la prévision 2025 ? »

Arnaud FOUREL intervient pour rappeler une question d'ordre pratique : selon lui, la présentation du ROB (Rapport d'Orientation Budgétaire) est en cours et le débat doit suivre ensuite. Il propose donc de terminer d'abord la présentation complète avant d'ouvrir les échanges et questions.

Régis VIANET poursuit la présentation en détaillant la répartition des charges du chapitre 12 sur les différents budgets. Il rappelle que tout le personnel de la commune est mis à disposition des budgets annexes et du CCAS, et précise la répartition des dépenses de personnel :

75 % sur le budget principal,
12 % sur le budget annexe parking,
2 % sur le budget du cinéma,
5 % sur le budget office de tourisme,
6 % sur le budget du CCAS.
Il expose ensuite la répartition des charges de personnel par fonction :
2 % pour l'environnement,
5 % pour les actions économiques,
22 % pour les services généraux (administration, RH, etc.),
12 % pour la sécurité (police municipale),
13 % pour l'enseignement et la formation,
8 % pour la culture, la jeunesse et les loisirs,
18 % pour la santé et l'action sociale,

20 % pour l'aménagement du territoire.

Concernant la répartition des dépenses réelles de fonctionnement en 2024 :

59,35 % concernent les charges de personnel,
28,74 % sont des charges à caractère général (fluides, carburants, assurances, etc.),
0,45 % représentent les autres charges de gestion courante et atténuations de produits.
L'intervenant présente ensuite l'évolution de l'épargne brute, qui a varié entre 1,73 M€ en 2019 et 1,3 M€ en 2021, avant de remonter à 1,6 M€ puis de diminuer en 2023-2024. Il insiste sur la nécessité de surveiller cette baisse pour éviter un "effet ciseaux" entre recettes et dépenses.

Résultats financiers et perspectives 2025
Le résultat cumulé au 31 décembre 2024 est détaillé :

Investissement : 488 954,94 €
Fonctionnement : 412 214,69 €
Total cumulé : 901 169,63 €

Pour 2025, les perspectives incluent :

Maintien ou revalorisation des dotations de l'État, confirmé par la loi de finances,
Maintien du fonds vert,
Hausse attendue des transactions immobilières, liée à la baisse des taux d'intérêt,
Augmentation des bases fiscales (+1,2 %), sans modification des taux d'imposition.
Concernant la dynamique des finances, il rappelle l'importance de prévenir un croisement des courbes de recettes et de dépenses, afin d'éviter un déséquilibre budgétaire.
Encours de la dette et évolution
Encours de la dette en 2019 : 10,64 M€
Encours en 2024 : 6,54 M€ (-38,56 %)
Prévision au 1er janvier 2025 : 8,63 M€, en raison de nouveaux emprunts (-18,88 % par rapport à 2019).
La dette consolidée (budgets principal et annexes) a diminué de 13 M€ en 2014 à 7,25 M€ en 2024, avec une remontée temporaire à 9,25 M€ en 2025, avant de redescendre progressivement d'ici 2027.
Investissements et projets 2024-2025
Les recettes d'investissement en 2024 s'élèvent à 6,02 M€, avec :
Dotations et fonds divers : 1,61 M€,
Subventions : 292 278 €,
Emprunts : 2,95 M€,
Opérations d'ordre : 1,16 M€,
Reste à réaliser (RAR) : 1,78 M€, reporté en 2025.

Les dépenses d'investissement par habitant ont progressé, passant de 222,31 € en 2019 à 529,60 € en 2024.

Les principaux projets 2025 incluent :
Requalification de voirie,
Travaux sur le pont du Bourgidou,
Rénovation du centre socioculturel et de la crèche,
Agrandissement du cimetière,
Acquisition d'un bâtiment en zone d'activité Terre de Camargue,
Achat du temple pour un projet mémoriel sur les chemins des Huguenots.

Budgets annexes

Budget parking
Résultat cumulé 2024 : 127 119,98 €

Pas d'emprunt en 2023-2024, ni prévu en 2025

Projets :
Aménagement du parking Constance,
Pôle d'échange multimodal devant la gare (en négociation avec la SNCF),
Parking P9 (Mézy),
Ajout de stationnements vélo,
Finalisation de l'aménagement des Remparts Sud.

Budget cinéma
Résultat cumulé 2024 : 28 439,07 €
Emprunt contracté pour rénovation de la salle.

Budget office de tourisme
Résultat cumulé 2024 : 20 653,08 €
Peu d'investissements réalisés pour l'instant.

L'intervenant conclut en soulignant l'importance de ces investissements pour la collectivité et rappelle que ces éléments seront approfondis lors du vote du budget.

Joachim RAMS dit : « Je ne comprends pas. Il est indiqué que la progression de 4,45% qui en fait est de 695 370 € s'expliquait par les augmentations de 1 005 735 € de dotations et participations et de 486 246 € de fiscalité locale ? Donc un total de 1,5 M€ expliquerait une hausse de 700 k€. Donc, soit il y a une erreur, soit d'autres postes ont fortement baissés. Qu'en est-il ? »

Régis VIANET lui demande de préciser

Joachim RAMS reprend la parole et dit : « « Au point 5, sur le niveau d'endettement, il y a une erreur sur le calcul de la capacité d'endettement en nombre d'années de remboursement, il a été calculé une valeur de 10 années et quelques. En fait, le calcul devait être 8 638 914 divisé par 604 463, ce qui donne 14,29 années, parce-que vous n'avez pas tenu compte de l'encours des emprunts 5 contractés en 2024. En 2024, il y a eu 3,7 M€ empruntés et il n'a pas été tenu-compte de son encours au 1er janvier. C'est donc 14,29 et non pas de 10 et quelques. Or, il est communément admis que la situation d'une collectivité est inquiétante au-delà de 12 années et qu'elle devient critique au-delà de 15 années. Attention, l'aggravation de cet indicateur contribue forcément à renchérir les taux d'emprunts qui nous seront imposés pour de futurs emprunts »

Régis VIANNET lui répond que l'encours de la dette se calcule au 31 décembre et non pas au 1er janvier.

Joachim RAMS dit : « Mais qu'est ce qu'il change après minuit à part les vœux ? »

Pierre MAUMÉJEAN intervient pour ajouter que cette réponse n'est pas innocente.

Joachim RAMS : « Mais, les emprunts n'avaient-ils pas été contractés en 2024 ?.. »

Régis VIANET ajoute que les finances publiques suivent une année budgétaire distincte, et précise que l'on se situe désormais dans une nouvelle année budgétaire, ce qui implique un cadre comptable spécifique.

Pierre MAUMÉJEAN informe que le débat est ouvert même s'il y a eu de l'anticipation, Il invite les élus à débattre.

Olivier BERTRAND prend la parole et dit : « Nous constatons concernant la présentation du ROB une forte augmentation au niveau des effectifs puisqu'on était aux alentours de 207 personnes au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024, nous passons à 239 personnes. Il a été évoqué lors de la commission des finances, la possibilité de me communiquer les équivalents de temps plein, je ne les ai toujours pas reçus. Les équivalents de temps plein, ETP, pour savoir si ça correspondait bien. »

Pierre MAUMÉJEAN lui indique que cela lui sera transmis.

Olivier BERTRAND reprend la parole et dit : « je vais rebondir sur la question que j'avais posée concernant le taux d'absentéisme. » sachant que cette question rentre dans le cadre du ROB et ajoute qu'elle ne sera pas soumise à la dernière question.

Pierre MAUMÉJEAN répond à M. BERTRAND que le taux d'absentéisme est de 11% comme précisé dans la réponse qui lui a été faite. Il précise qu'en 2022, il était de 11,77%, en 2023 de 10,57% et il est en 2024 de 11,10%.
En 2023, le taux moyen était de 11 %, mais aucune donnée nationale pour 2024 n'a été trouvée pour les communes de la même strate. Globalement, la situation est conforme aux attentes. Il est possible d'entrer dans les détails concernant les contractuels permanents et non permanents si nécessaire…

Olivier BERTRAND précise qu'ils ont les documents mais que l'analyse de l'évolution en équivalent temps plein était nécessaire. Une augmentation de plus de 15 points d'une année sur l'autre semble excessive, alors qu'une progression de 6 à 8 points serait plus raisonnable. Il faut donc justifier cette hausse significative des effectifs de la commune d'Aigues-Mortes en 2024. Contrairement à la tendance générale observée dans le privé et le public, où les effectifs diminuent souvent, la commune suit une dynamique inverse.

Stéphane PIGNAN prend la parole est dit : « Oui, quelques observations que j'avais déjà données l'année dernière, à savoir que nous avons effectivement une masse salariale, 59% du budget de la commune, qui est importante, certes, mais nous avons besoin de personnel. Nous sommes une commune touristique. Il y a l'accueil, il y a beaucoup de services, mais effectivement, c'est un taux qui est important. Ce qui est positif, par contre, c'est effectivement le maintien et la hausse de l'investissement, qui est important pour notre commune. Vous avez noté tout à l'heure, Régis, un montant de plus de 529 euros par habitant.
C'est une bonne chose. Il faut maintenir, effectivement, les investissements pour l'avenir. On parlait tout à l'heure de l'habitat, mais les investissements, de façon générale, pour notre commune sont indispensables. La seule difficulté, effectivement, comme chaque année, c'est quand même la maîtrise de notre masse salariale. Alors certes, il y a les points d'indices qui augmentent, certes, il y a de l'inflation, mais il faut quand même effectivement maîtriser tout ça. On en a parlé lors de la commission la dernière fois. Je pense que M. Bertrand est d'accord avec moi sur ce point. Merci. »

Pierre MAUMÉJEAN demande s'il y a d'autres observations. Il donne la parole à M. RAMS

Joachim RAMS dit : « Pour toute commune l'épargne brute, différence entre recettes et dépenses de fonctionnement, est une donnée très importante. Elle constitue l'autofinancement qui donne des marges de manœuvre et qui permet le financement des investissements et les remboursements d'emprunts. En page 9 de l'annexe d'information, force est de constater la forte dégradation du montant d'autofinancement de ces 2 dernières années, par rapport aux années antérieures.

Alors que la moyenne sur les années de 2019 à 2022 se situait à 1,6 M€, nous n'avions plus que 1,1 M€ en 2023 et à peine 600 k€ en 2024. Combien en 2025 ? Le phénomène de baisse de la marge est parfaitement visualisé sur la page 12 du ROB qui montre l'effet ciseau qui se referme. L'excédent qui, bon an mal an, se situait depuis près de 20 ans aux alentours de 10% s'est établi désormais en 2024 à seulement 3,7%. Un constat très inquiétant : depuis 2020 les dépenses de fonctionnement ont augmentées de 42%, alors que les recettes n'ont augmenté que de 27%. Sauriez-vous nous expliquer les raisons de cette situation défavorable et surtout sauriez vous nous indiquer quelles mesures vous comptez mettre en œuvre pour restaurer la capacité d'autofinancement dont la commune a besoin ? Concernant les investissements, le Plan Pluriannuel comporte de nombreux projets qui totalisent des montants très importants, notamment pour 2026. Pour l'ensemble des 4 budgets (Principal, Parkings, Cinéma et Office du Tourisme) les tableaux du PPI font apparaitre les totaux : pour 2024 : 3,7 M€, pour 2025 : 6,5 M€ et pour 2026 : 11,4 M€. Alors que depuis 2019 les investissements, hors montant des emprunts, se sont toujours situés annuellement seulement aux alentours de 2 M€ et, bien que notre capacité d'autofinancement se soit fortement dégradée, il est affiché les invraisemblables ambitions de 6,5 M€ pour cette année 2025 et 11,4 M€ pour l'année électorale 2026. 6 À moins que de très importantes subventions nous soient accordées, une telle évolution nécessiterait des recours très importants aux emprunts à des taux qui seront élevés. Au niveau des projets proprement dits : - Sur le projet Office du Tourisme et accueil mairie, le coût global sur 3 ans de 3,125 M€ interpelle. Qu'est-il envisagé pour une telle dépense ? À quand la présentation du projet ? - Qu'est le projet salle mosaïque pour 60 k€ ? - Nous déplorons la dépense d'étude sur le mas d'Avon de 35 160 € réalisée en 2024 et demandons le retrait du budget de 2025 de la dépense supplémentaire de 42 000 €, tant que le recours contentieux en cours n'est pas tranché par les tribunaux. - Notre situation financière ne permet pas d'envisager l'acquisition de locaux pour 2 M€ pour les Services Techniques en Zone d'Activité Économique en année électorale 2026. - Un projet de musée c'est séduisant. Mais dans le contexte actuel, le coût d'investissement de 2 M€ et la prise en compte des dépenses récurrentes de fonctionnent d'un musée, qui serait aux normes, apparaissent utopiques. - Sur la ligne Temple, que recouvre le total de 810 k€ pour 2025 et 2026 et que fera-t-on de cette acquisition ? On a eu une réponse précédemment. - Pour les parkings, on retrouve dans la liste le projet de Pôle d'Échange Multimodal pour un peu moins de 2 M€. Mais, malgré l'évident besoin pour notre commune, nous ne retrouvons plus de projet de parkings à distance du centre-ville, aux ronds-points de la route de Nîmes au au Flamand. Nous relevons que ce PPI pourrait être frappé d'irrégularité pour insincérité. Car en effet, le PPI ne donne d'indications que pour l'année en cours et la suivante, avec des informations insuffisantes très significatives : - D'une part, chaque ligne du projet du PPI devraient faire apparaitre les coûts restant à prévoir sur les années au-delà de 2026, afin de mettre en évidence le coût global des projets engagés. - D'autre part, un PPI doit obligatoirement faire part des projets sur plusieurs années, or la liste ne porte que sur les projets pour lesquels des dépenses seraient engagées à très courts termes en 2025 et 2026. Pour toutes les raisons explicitées, ainsi que du fait de notre jugement sur la gestion de la commune et de nos divergences sur les choix qui sont faits, nous n'approuverions pas ce ROB s'il faisait l'objet d'un vote d'approbation. En dépit de nos réserves sur l'insuffisance des informations fournies, nous acceptons néanmoins de prendre acte de la tenue d'un débat. Prise d'acte »

Pierre MAUMÉJEAN : souhaite répondre à certaines critiques concernant la capacité d'investissement de la commune. Il rappelle que l'achat de la caisse d'épargne, d'un montant de 800 000 euros, a été réalisé en autofinancement, sans recourir à un prêt, ce qui témoigne de la solidité financière de la commune.
Concernant le coût des travaux d'aménagement de l'Office du tourisme, il précise que ces travaux ne concernent pas uniquement l'office, mais également le rez-de-chaussée de la mairie, incluant l'accueil et une refonte totale des espaces. Il souligne l'importance aussi de la mise en accessibilité, notamment avec l'installation d'un

ascenseur, et a insisté sur la nécessité d'une rénovation énergétique du bâtiment dans son entier. M. Mauméjean mentionne que des subventions significatives sont disponibles pour ces projets, pouvant aller jusqu'à 80% quand il s'agit de rénovation énergétique. Il demande à ses interlocuteurs de prendre en compte ces subventions lorsqu'ils évaluent le montant des travaux.
Il évoque d'autres projets en cours, comme la désimperméabilisation des cours d'écoles. Il aborde la question des parkings extérieurs, en mentionnant le parking Constance et l'aménagement pour les camping-cars. Il rassure sur le fait que le parking nord est également en projet, bien qu'il soit lié aux études sur le troisième pont. Il conclut en indiquant qu'une réunion a eu lieu en préfecture concernant ce troisième pont, et qu'une pré-étude serait lancée prochainement. Il exprime son agacement face à l'idée que certains conseillers se focalisent uniquement sur l'année 2026 et indique qu'il ne sait qui est réellement focalisé sur l'échéance de 2026.
Enfin, il invite d'autres conseillers à prendre la parole, avant de la céder à M. Vianet.

Régis VIANET répond à M. RAMS que le faible ratio d'autofinancement est reconnu, mais il est important de différencier la section de fonctionnement, qui est annualisée, de la section d'investissement, qui s'étale sur plusieurs années. Les contraintes (environnementales, patrimoniales, liées à l'eau, etc.) allongent considérablement les délais des projets, passant de 2,5 ans à 5 ans minimum. Certains chantiers, comme le parking P9 ou l'aménagement du passage avenue Victor Hugo, ont pris plus de 10 ans ou plus de 5 ans en raison de procédures complexes.
Les variations budgétaires s'expliquent par le report des investissements d'une année sur l'autre. Actuellement, après plusieurs années de procédures, de nombreux projets peuvent enfin être lancés, ce qui entraîne une augmentation des investissements.
Concernant le fonctionnement, notamment les dépenses de personnel, il faut rester vigilant. Toutefois, la hausse des charges salariales sur 3 ans est due aux revalorisations du point et des grilles de salaire. La commune assume ces coûts car ils permettent de maintenir des services publics de qualité (cinéma municipal, services aux aînés, etc.), contrairement à d'autres communes comme Uzès, qui n'ont pas ces équipements en régie directe.
En conclusion, même si la maîtrise de la masse salariale est essentielle, il faut aussi considérer les services rendus à la population avant de comparer avec d'autres collectivités.

Olivier BERTRAND prend la parole et dit : « Je rebondis à tes informations, ça fait trois ans que tu nous sors ces trucs-là. Et on comprend. De toute manière, c'est vous qui êtes majoritaires.
Aujourd'hui, c'est vous. Donc vous gérez à votre convenance la ville. La seule chose qu'on évoque, les uns et les autres, c'est que ça ne s'arrêtait jamais. Là, je ne voulais pas émettre une remarque, mais je vais l'émettre quand même, puisque tu t'es permis de nous donner des explications complémentaires. Ce qui aurait été judicieux dans le débat d'orientation budgétaire, c'est ce que j'ai dit à la commission, tu aurais dû nous mettre le 011, le chapitre caractère général, au moins comme ça, on aurait vu les charges fixes, si elles ont bougé ou pas. À aujourd'hui, on ne sait pas si elles ont bougé sur 2024. On va, alors tu vas me dire oui, tu vas les avoir sur le budget qui va arriver ou le, d'accord.
Mais là, ça aurait été bien de les avoir. Là, on ne le maîtrise pas. Ensuite, tu nous dis il y a des charges. Mais bien sûr, on le sait qu'il y a des charges. On donne du service. Mais oui, on le voit qu'on vous donne du service. Mais par exemple, on ferme les écoles. Donc t'as peu d'ATSEM. Par principe. Sur les 6 ans ou par le passé, t'as déjà perdu logiquement des effectifs. Par principe. Tu vois ce que je veux dire ? C'est un exemple concret.
C'est la vérité. On ferme les écoles. M. Arnaud Fourel nous a déjà dit à plusieurs reprises... T'as fermé des classes. On a fermé des classes. Merci. Merci. Merci, monsieur le maire.

Voilà, c'était juste... Tu vois, c'est des points bien précis. On comprend, on suit, mais c'est, entre guillemets, c'est votre politique. Vous avez lancé cette politique-là d'avoir une masse salariale importante, et ça ne s'arrête jamais. Et nous, on est là, en face, et on se permet de vous dire, faites attention. Parce que le concret, il est là. Comme maintenant, tu juxtaposes ton compte de gestion avec ton compte de budget, ton compte administratif, tu te rends compte de la situation.
Tu t'es écroulé cette année. Tu étais à 1,5 million l'an dernier. En résultat, en auto-financement, tu n'as plus qu'à 600 et quelques mille euros. Tu comprends ? Donc ça, pour nous, peut-être pas, mais pour nous, ça nous fait peur. Voilà, c'est juste, ça nous fait peur et on s'inquiète. Et on le dit clairement lors du conseil municipal.
Voilà, c'est tout. Merci. »

Pierre MAUMÉJEAN souhaite rappeler quelques informations avant de donner la parole aux élus. Il commence par rappeler que la Caisse de d'Epargne a été acquise pour un montant de 800 000 euros, soulignant que malgré les défis, la situation n'est pas catastrophique et que la commune reste debout. Il insiste sur l'importance de la politique de service aux administrés, affirmant que des efforts considérables sont déployés dans ce sens.
Il mentionne les initiatives telles que le GVT et les changements d'échelon, tout en soulignant à M. BERTRAND que la prime d'inflation a été portée à un niveau élevé, contrairement à d'autres communes et à l'intercommunalité.
Concernant l'annualisation, M. Maumejean indique qu'elle engendrera un coût de 200 000 euros, précisant que cette décision vient d'en haut et qu'il est essentiel d'être prudent face à ces chiffres, qui ne sont pas le résultat de manœuvres superficielles.
Il céde la parole à M. Fourel.

Arnaud FOUREL indique qu'une seule école, Gambetta, a été fermée en 2015 ou 2016 dans une logique de rationalisation. Cependant, les fermetures actuelles ne relèvent pas d'une décision municipale, mais d'une imposition du DSDEN, en raison de la baisse démographique et du vieillissement de la population, créant un cercle vicieux.
Concernant les écoles, la commune assume des choix forts en matière de services : présence d'une ATSEM par classe en maternelle, recrutement d'un intervenant sportif pour suppléer les enseignants, ouverture des garderies dès 7h et jusqu'à 18h, et maintien d'un centre de loisirs fonctionnant de 8h à 18h pendant toutes les vacances, y compris l'été.
Ces décisions ont un coût, mais elles sont pleinement assumées dans l'intérêt des administrés.

Pierre MAUMÉJEAN ajoute qu'ils font aussi le choix d'aider pour des voyages scolaires alors qu'ils n'y sont pas obligés. Puis il demande s'il y a des élus qui souhaitent prendre la parole.
Personne ne prenant la parole il invite les élus à prendre acte de la tenue du débat.

Vote :

Délibération 2025-20	**DF**- Rapport sur les Orientations Budgétaires 2025 de la commune (ROB)	Pour :	**29**	UNANIMITÉ
		Contre :	**0**	NÉANT
		Abstention :	**0**	NÉANT

AFFAIRE N°7

DG – COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS PRISES PAR DÉLÉGATION DE POUVOIR ET INFORMATION SUR LES DIFFÉRENTS MARCHES ET CONSULTATIONS QUI ONT ÉTÉ NOTIFIÉS DEPUIS FÉVRIER 2025
Rapporteur : Pierre MAUMÉJEAN, Maire

Conformément à la délégation de pouvoirs consentie par délibération du conseil municipal du 11 juin 2020, Monsieur le Maire présente les décisions prises depuis la séance précédente, dans les modalités prévues par les textes. Il rappelle que cette communication ne fait pas l'objet de débats ni d'un vote.
Il est rappelé que l'ensemble des décisions exposées ci-après sont consultables, dans leur intégralité sur le site de la ville : http://www.ville-aigues-mortes.fr/

4 AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES TRAVAUX DÉCONSTRUCTION/RECONSTRUCTION DU PONT DU BOURGIDOU

5 DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'AIDE À LA STUCTURE, L'ANIMATION VIE SOCIALE, SOCIOCULTURELLE, LES VOLETS ANIMATION SENIORS ET FAMILLES PARENTALITÉ ET LE PROJET MÉDIATION ET ANIMATION SOCIO SPORTIVE

6 ATTRIBUTION D'UNE CONCESSION CINÉRAIRE M. BRISTHUILE

7 REDEVANCE ODP POUR LES ARTISTES LIBRES ET MUSICIENS

8 TARIFICATION DES ABONNEMENTS AU PARCS DE STATIONNEMENT CLOS P1-P2-P3-P4-P5-P9

9 INDEMNITÉ TRANSACTIONNELLE SINISTRE PEUGEOT RIFTER FM-427-QM

10 MODIFICATION DE CONTRAT FUNÉRAIRE M. ZUNINO

11 ATTRIBUTION DE CONCESSION CINÉNAIRE M. DI FUSCO

12 AVENANT 2 - GROUPAMA

13 MARCHÉ NETTOIEMENT DE LA VILLE
M. le Premier Adjoint sort de la salle lors de l'évocation de la décision

14 RENOUVELLEMENT ATTRIBUTION DE CONCESSION FUNÉRAIRE M. SERRANO

15 AUTORISATION DE DEMANDE DE SUBVENTION POLICE MUNICIPALE (FONDS INTERMINISTERIEL DE LA PRÉVENTION ET DE LA DÉLINQUANCE)

Lors de l'évocation de le décision N°13, monsieur Gilles TRAULLET, 1er Adjoint, sort de la salle du conseil municipal.

Pierre MAUMÉJEAN indique qu'aucune information sur la passation des marchés n'est disponible lors de cette séance. Une mise à jour sera faite lors du prochain conseil municipal. La discussion passe maintenant aux questions orales d'actualité.

Olivier BERTRAND demande à M. le Maire de lui rappeler le montant du marché de nettoiement de la ville.

Pierre MAUMÉJEAN Indique que le marché est conclu pour 6 ans, jusqu'au 14 mars 2031, avec un renouvellement tacite deux fois par an jusqu'au 14 avril 2033, soit une durée potentielle de 8 ans. Son montant global est de 11,679 millions d'euros, conforme aux estimations initiales. Seule la tranche ferme est actuellement engagée, avec un coût annuel de 795 000 euros. Un assistant en maîtrise d'ouvrage (AMO) a été sollicité pour la préparation du dossier, et le marché final est inférieur de 7 % aux prévisions de l'AMO, ce qui confirme sa conformité aux attentes.

M. le Premier Adjoint revient dans la salle du Conseil Municipal

Vote :

Délibération 2025-21	Compte-rendu des décisions prises par délégation de pouvoir du Conseil Municipal au Maire	Cette communication ne fait pas l'objet de débat ni de vote

AFFAIRE N°8

Informations et questions orales d'actualités
Rapporteur : Pierre MAUMÉJEAN, Maire

Pierre MAUMÉJEAN
Indique que le cinéma municipal est en excellente santé, avec une année 2023 très réussie et une année 2024 encore plus performante, atteignant 15 000 entrées, un record historique depuis 2010. Cette progression repose sur une stratégie lancée en 2022, incluant une offre enrichie : plus de films, plus de séances, des événements variés (cinéma en plein air, avant-premières, soirées thématiques) et un partenariat fructueux avec le festival de la bande dessinée, renforçant le lien avec le tissu associatif local. Des investissements ont été réalisés pour améliorer la salle, la projection et l'administration du cinéma, dont l'état nécessitait une rénovation. Le succès du cinéma est aussi porté par l'essor des tournages à Aigues-Mortes, dans un contexte où la région Occitanie est désormais la plus sollicitée en France après l'Île-de-France. La ville entretient des relations régulières avec Montpellier et accueille de plus en plus de projets audiovisuels, dont une série en préparation. Pour structurer cette dynamique, une nouvelle direction a été créée : la DICAM (Direction Image Cinéma d'Aigues-Mortes)). Ce pari audacieux semble en passe d'être gagné, avec un succès grandissant.

Ensuite, il présente les chiffres de fréquentation des événements marquants de la saison 2024 en Camargue (hors Aigues-Mortes et communes voisines). Voici les principales données :

- Printemps Camargue : 25 276 visiteurs
- Championnat de France d'équitation : 50 014 visiteurs
- Événement Sel : environ 83 000 visiteurs
- Fête de la Saint-Louis : 78 000 visiteurs
- Braderie des commerçants : 35 000 visiteurs
- Noël en Camargue : 122 000 visiteurs (succès notable)

Il juge ces résultats positifs mais estime qu'il est possible d'améliorer encore la fréquentation.

Puis il fait part, de la tenue d'une réunion en préfecture qui a rassemblé les maires de Petite Camargue et le préfet pour discuter des risques d'accidents lors des manifestations taurines, de plus en plus nombreuses. Le débat a surtout porté sur le problème crucial des assurances, sans lesquelles ces événements ne pourraient plus avoir lieu. À l'issue de la discussion, il a été décidé de mettre en place un arrêté municipal commun à toutes les communes organisant des manifestations taurines, tout en leur laissant la possibilité d'y ajouter leurs spécificités. Le préfet n'a jamais évoqué l'idée d'une charte, contrairement à certaines rumeurs. Cette mesure est considérée comme un premier pas pour mieux encadrer ces événements.

Puis il indique qu'il s'engage avec Mme ROSIER pour que la commune soutienne la démarche de la Camargue à l'UNESCO. Que les contacts sont pris notamment avec

Mme JULIAN. Il rappelle qu'il faudra du temps, comme cela s'est passé pour la Maison Carrée.

Et pour finir, il évoque les chiffres surprenants et positifs sur la création d'emplois dans la commune, selon une enquête du *Figaro* et des données de l'INSEE (2021-2022). Il estime qu'environ 110 entreprises ont été créées à Aigues-Mortes en 2022 ou 2023, majoritairement de petites structures (2-3 personnes). Cela représente, selon lui, un signe économique encourageant.

Puis il laisse la parole à M. Joachim RAMS afin qu'il pose la question du groupe le Revivre.

Joachim RAMS prend la parole est dit : « Le titre de la question est « où en sommes-nous sur le PSMV et la révision du Plan Local d'Urbanisme ».

Concernant le PSMV, le Commissaire enquêteur a rendu son rapport le 14/02/25 et un collectif citoyen d'aigues-mortais avec 3 associations locales ont conjointement adressé aux autorités une note de commentaires sur le rapport, l'avis et les conclusions du Commissaire enquêteur.

Ils ont souligné le besoin de prise en compte des réserves formulées par le Commissaire enquêteur et leurs propres points de vue, dont le remplacement de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation n° 9 par une OAP centrée sur le traitement de l'espace et des bâtiments publics et la suppression de la liste réglementaire des immeubles soumis à des prescriptions particulières.

Concernant la révision du PLU, il y a eu 2 réunions publiques, les 24 février et 11 mars, au cours desquelles les citoyens ont fait part de points de vue.

Avant la réunion de présentation générale de la révision du PLU qui est prévue le 7 avril prochain, pourriez-vous nous faire savoir s'il y a des indications formulées par les citoyens dont il sera tenu compte dans le PLU qui nous sera présenté et, bien entendu, lesquelles ? Pour revenir sur l'affaire du projet immobilier de 88 logements au Chemin d'Esparron. »

Pierre MAUMÉJEAN indique qu'il quitte la salle du conseil municipal.

Joachim RAMS reprend en disant : « Donc, pour revenir sur l'affaire du projet immobilier de 88 logements au chemin d'Esparron, Nous ne comprenons pas la hâte qui a conduit à accorder un permis de construire avant la conclusion de la révision du PLU qui intégrera l'OAP Chemin d'Esparron bâtie sur mesure pour la réalisation de ce programme et celui d'un programme non identifié d'une douzaine de logements.
Pour cet autre programme, nous attendons toujours les informations que j'ai sollicitées, à savoir quels sont les propriétaires des parcelles AZ422 et AZ423 et quel est le promoteur envisagé. Pourriez-vous svp enfin nous renseigner ? »

Pierre MAUMÉJEAN revient dans la salle du conseil municipal

Joachim RAMS reprend en disant : « Pour conclure M. le maire, dans l'intérêt des populations aigues-mortaises, je tiens à vous dire que lorsque l'on ne dispose que d'une faible réserve foncière pour construire des logements, cette réserve foncière il ne faut pas la GASPILLER, il faut l'ÉCONOMISER ! Ne pas la GASPILLER signifie que toute consommation de la réserve foncière doit servir l'impératif besoin d'équilibre des populations permanentes, entre les moins de 45 ans, qui ont chuté de 55% en 2009, à 43,8% de la population en 2021. À contrario, sur la même période les populations des

45 ans et plus ont flambé de 45% en 2009 à 56,4% en 2021. 8 Les courbes se sont fortement croisées en seulement 12 ans. L'effet ciseau a été fulgurant. Maintenir aveuglément ce cap serait absolument irresponsable. Pour réussir à restaurer, une part plus importante des moins de 45 ans dans la population, il faut absolument des programmes immobiliers qui soient dédiés à la location et aux possibilités acquisitions des jeunes de moins de 45 ans. Il faut exclure la réalisation de tout programme qui ne conduirait qu'à aggraver le vieillissement des populations et le parc des résidences secondaires ou de logements Airbnb. L'ÉCONOMISER, ça signifie : comme l'impose le PADD, penser développement durable en évitant de consommer toute la réserve foncière sur le court terme, puis, après nous le déluge ! Car le besoin d'une population équilibrée entre moins de 45 ans et 45 ans et plus, sera un besoin récurrent pour des décennies. M. le maire, en matière d'urbanisme, le parti pris de tout élu doit être de servir durablement les intérêts des citoyens aigues-mortais et de notre commune et pas celui de business à court terme de quiconque. »

Pierre MAUMÉJEAN demande à M. RAMS de lui répéter la question.

Joachim RAMS répond : « Où en sommes-nous sur le PSMV et la révision du plan local d'urbanisme ? »

Pierre MAUMÉJEAN indique qu'après le réquisitoire de M. RAMS il va répondre à sa question.
Il lui indique que sa question comporte deux parties, et qu'il va commencer par la première, car sa réponse sera courte, et que M. RAMS la jugera sans doute laconique.
Concernant le PLU, il a rappelé qu'une troisième réunion publique sur le sujet est prévue dans quelques jours, le 7 avril, à la salle Nicolas Lasserre. Cette réunion sera dédiée à l'information et à la concertation.
En ce qui concerne le PSMV, M. Maumejean souligne l'importance de replacer cette question dans son contexte, en mentionnant qu'elle a été entourée de désinformation. Il détaille les trois grandes étapes de la construction du PSMV :

1. Le temps des études : Cela a impliqué la création et la délimitation du secteur sauvegardé, avec plusieurs délibérations sous la municipalité de M. René Jeannot en 2003 et 2005. M. Maumejean affirme disposer de tous les documents attestant ces faits.
2. Le temps de la programmation et de la réalisation : Ce processus a été marqué par une convention entre la commune et la DRAC, officialisée sous la municipalité de M. Cédric Bonato en 2009. Cette convention stipulait l'élaboration du PSMV, incluant une enquête immeuble par immeuble, un rapport de présentation et un règlement remplaçant le PLU.
3. Le temps de l'information et de la concertation : Initié par un arrêté du 20 novembre 2015, le préfet du Gard a saisi la commune pour organiser la concertation publique.

M. Maumejean rappelle que, en 2018, l'autorité environnementale a validé le projet, et qu'en 2019, la commission locale secteur sauvegardé a été créée, se réunissant en 2019 et 2021. Il souligne que cette commission a donné un avis favorable au projet à l'unanimité.
Il précise que la présente municipalité a finalisé la procédure avec une large concertation publique, incluant des expositions et trois réunions ouvertes aux habitants et aux professionnels du secteur.
M. Maumejean conclut en indiquant que le conseil municipal a adopté le PSMV à l'unanimité, avec son zonage, son règlement et ses annexes. Il insiste sur l'importance de la concertation dans ce processus.
Il note que les services de l'État ont rappelé que le fichier des immeubles, créé en 2010 sous la municipalité de M. Bonato, n'était qu'un élément de diagnostic non opposable et ne fait pas partie du dossier réglementaire du PSMV. Malgré cela, des informations erronées continuent d'être diffusées.

Enfin, il mentionne que l'enquête publique a eu lieu et que le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable avec six réserves. La commune a informé le DRAC, que la commune était disposée à lever ces réserves, et il ne reste plus qu'à attendre le retour de la DRAC pour connaître les modalités de cette levée.
Il termine son intervention en s'excusant pour la longueur de son propos et en souhaitant une excellente soirée à tous.

Il clôture la séance à 19h45